



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023
OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny
Route de la Jaille - 97122 Baie-Mahault

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Route de la Jaille - 97122 Baie-Mahault

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

À l'assemblée générale de l'association OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les produits liés à la participation des familles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Lamentin, le 7 mai 2024

KPMG SA

Karine Jean-Baptiste

Associée

Actif		Au 31/08/2023			Au 31/08/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	956	956		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	956	956		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions	6 307 181	4 218 088	2 089 092	2 265 724
	Inst. techniques, mat.out.industriels	795 443	698 033	97 409	121 993
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	41 000		41 000	
	TOTAL	7 143 624	4 916 121	2 227 502	2 387 718
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
	Total I	7 144 580	4 917 077	2 227 502	2 387 718
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	33 995	27 627	6 367	4 485
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	28 711		28 711	218 753
	TOTAL	62 707	27 627	35 079	223 239
	Valeurs mobilières de placement	1 229 000		1 229 000	1 029 000
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	2 208 384		2 208 384	1 711 288
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	69 336		69 336	40 536
	Total II	3 569 429	27 627	3 541 801	3 004 064
Renvois	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		10 714 009	4 944 705	5 769 304	5 391 782
(1) Dont droit au bail					
(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2023	Au 31/08/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	449 433	449 433
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 185 195	2 788 181
	Report à nouveau	260 391	260 391
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	600 790	397 014
	Situation nette (sous-total)	4 495 811	3 895 020
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	70 603	87 475
	Provisions réglementées		
	Total I	4 566 414	3 982 496
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
Provisions	Provisions pour risques	102 178	102 774
	Provisions pour charges		
	Total III	102 178	102 774
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	640 051	798 465
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	6 720	6 038
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 787	121 746
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	69 348	54 585
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	284 803	325 673
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		1
	Total IV	1 100 710	1 306 510
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	5 769 304	5 391 782
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	52 065	51 199
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	31 319	30 222
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 491 152	1 329 994
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 551 347	1 368 949
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 056	37 994
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 424	6 509
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		3 137 364	2 824 870
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	12 345	12 963
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 029 288	944 242
	Aides financières	81 450	60 949
	Impôts, taxes et versements assimilés	11 155	34 164
	Salaires et traitements	839 339	765 867
	Charges sociales	323 312	285 376
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	307 547	310 157
	Dotations aux provisions	14 320	8 004
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 083	8
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 619 843	2 421 734
1. Résultat d'exploitation (I-II)		517 520	403 136

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	6 798	3 174
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		3 841
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		6 798	7 015
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	13 812	17 048
	Différences négatives de change		4 813
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		13 812	21 862
2. Résultat financier (III-IV)		-7 014	-14 846
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		510 506	388 289
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	65 417	2 384
	Sur opérations en capital	26 680	10 224
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	92 097	12 609
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	809	
	Sur opérations en capital	299	2 979
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 108	2 979
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		90 989	9 629
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		705	905
Total des produits (I + III + V)		3 236 260	2 844 495
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 635 469	2 447 480
EXCÉDENT OU DEFICIT		600 790	397 014
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

1 Informations générales

L'Externat Saint-Joseph de Cluny – La Jaille – BAIE MAHAULT a été créé le 02 février 1980 à la Préfecture de la Guadeloupe conformément aux stipulations de l'article 5 de loi du 1^{er} juillet 1901 des associations libres selon les souhaits de sa directrice fondatrice, la sœur Anne Marie JAVOUHEY.

L'Association a pour objet d'assurer, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires, la fondation et l'entretien d'écoles catholiques reconnues comme telles par l'autorité canonique compétente, notamment la gestion des établissements scolaires (Collège – L E P) ainsi que la gestion de tout ce qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, se rapporte à l'éducation et à l'enseignement.

La nature des activités pédagogiques réalisé concerne l'enseignement secondaire pour le collège et le lycée professionnel. Une restauration scolaire est mise en place pour une bonne alimentation des jeunes.

L'Effectif moyen du Collège et du L E P est de 935 élèves répartis sur 37 classes.

Le nombre d'enseignant mis à disposition par l'Etat est de 52 et le personnel salarié de l'Ogec de 21.

L'établissement est implanté sur une surface de 4.32 HA à disposition de l'Externat Saint Joseph de Cluny.

Faits caractéristiques de l'exercice et postérieurs à la clôture : la diminution du nombre de lycéens assez important pour 22%. Cette problématique est en cours pour trouver des solutions.

2 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe au 31 août 2023 conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

L'exercice social clos le 31/08/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 769 304 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 600 790 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration.

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	De 01 à 03 ans
Constructions	De 05 à 40 ans
Agencement des constructions	De 05 à 20 ans
Matériel et outillage industriels	De 02 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	De 03 à 10 ans
Matériel de transport	05 ans
Matériel de bureau et informatique	De 03 à 05 ans
Mobilier	De 05 à 10 ans

3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	956	-	-	-	956
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	6,231,675	78,159-	2,653-	-	6,307,181
	Install. Tech., mat., outillage	712,278	17 546-	117 472-	-	612,352
	Install. générales, ag. Am. divers	23,462	-	-	-	23,462
	Matériel de transport	25,190	-	-	-	25,190
	Mat bur., informatique, mobillier	123,810	10,629-	-	-	134,439
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	41 000-	-	-	41,000
	Total III	7,116,416	147 334-	120 125-	-	7,143,624
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		7,117,372	147 334-	120 125-	-	7,144,581

3.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			147,334		
Immobilisations financières					
TOTAL			147,334		

3.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					120 125
Immobilisations financières					
TOTAL					120 125

3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	956	-	-	956
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	3 965 990-	254 752-	2,653-	4,218,088-
	Install. Tech., mat., outillage	628 847-	39 097-	117 472-	550,472-
	Install. générales, ag. Am. divers	20,704-	907-	-	21,611-
	Matériel de transport	7,674-	5,038-	-	12,712-
	Mat bur., informatique, mobilier	105,640-	7,597-	-	113,237-
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		4 728 855-	307 391-	120 125-	4,916,122-
Total général		4,729,811-	307 391-	120 125-	4,917,078-

3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	956	-	-	-	-	956
Corporelles	4,728,855	307 391-	-	120 125-	-	4,916,122
TOTAL	4 729 811-	307 391-	-	120 125-	-	4,917,078-

- Les amortissements sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation pour un montant de 307 391 euros.
- Les biens sortis ont tous été entièrement amortis et sont hors services inutilisables ou remplacés pour une valeur de 120 125 euros.

3.1.4 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	21,947-	5,881-	200-	27,628-
Autres	-	0-	-	-
TOTAL	21,947-	5,881-	200-	27,628-

Créances :

Les créances familles sont évaluées à leur valeur nominale. Celles-ci font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
Familles douteuses	27,628	21,947	5,881	200	Exploitation

(1) Exploitation, financier, exceptionnel

3.1.5 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances pour un montant total de 28,712 euros représentent :

- Fournisseurs avances et acomptes pour 27,644 euros.
- Caf /participation de fonctionnement pour 743 euros
- Bourse lycée pour 324 euros

3.1.6 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avances s'élèvent à 69,337 euros.

3.2 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Usagers	21,947	5,881	200	27 628
Autres				
TOTAL	21,947	5,881	200	27 628

3.2.1 Etat des valeurs mobilières de placement

Valeurs mobilières de placement	Valeurs comptables	Valeurs à la clôture	+Value latente	-Value latente
DAT CAISSE D'EPARGNE	400 000	400 000		
DAT CREDIT AGRICOLE	429 000	429 000		
CAT Banque des Caraïbes	400 000	400 000		
TOTAL	1 029 000	1 029 000		

CAUTIONS DE GARANTIE DAT :

Au 31 août 2023, les garanties données concernent :

- Un CAT de 400 K€ souscrit en remplacement de la SICAV SGBA
- Un DAT 429 KE négocié en garantie d'un emprunt de 1 130 KE du Crédit Agricole affecté au financement du confortement sismique et réhabilitation des constructions.
- Un DAT de 200 KE pour caution de l'emprunt de 400 KE de la Caisse d'Epargne à hauteur de 50%, affecté au financement du réfectoire.

3.2.2 Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste "Report à nouveau".

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste "Fonds Propres" du bilan. Il s'agit de mouvement de poste à poste.

Un tableau de variation des fonds propres est joint.:

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	449,434	-	-	260 391-	-	-	-	709,825
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	2,788,181	397 015-	-	-		-		3,185,196
Report à nouveau	260,391	--	-	-		260 391-		-
Excédent ou déficit de l'exercice	397,014	-397 015	-	573 661-	-	-	-	573,661
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	87,476			10,257		-		97,733
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	3,982,497	0-	-	844 309-	-	260 391-	-	4,566,415

3.2.3 Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destiné à acquérir des immobilisations sont inscrites dans le compte 13 présentées au passif du bilan des fonds propres ; Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions ;

Le tableau de ces subventions sont joints Ils comprennent :

- Un tableau de retraitement des subventions d'investissement (changement de méthode) ;
- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat).
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

1 - TABLEAU DE RETRAITEMENT DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	A l'ouverture de l'exercice			
	Montant nominal global	Montant nominal global (compte 131 ou 138)	Quotes-parts qui auraient dû être virées au résultat d'exercices antérieurs (via RAN et compte 139)	Montant global restant à virer au résultat
Subventions d'investissement affectées à des biens	252 292	189 220	118 616	70 604

2 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global avant changement de méthode lié au règlement ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié au règlement ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié au règlement ANC 2018-06	Augmentations	Diminutions	Montant global
Montant nominal :						
Subventions affectées à des biens non renouvelables						
Subventions affectées à des biens renouvelables		252 292	252 292	9 808	72 880	189 220
TOTAL	13C	252 292	252 292	9 808	72 880	189 220
Quotes-parts virées au résultat :						
Subventions affectées à des biens non renouvelables						
Subventions affectées à des biens renouvelables		164 816	164 816	26 493	72 693	118 616
TOTAL	13D	164 816	164 816	26 493	72 693	118 616

3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat	Montant à la clôture de l'exercice
Matériel informatique Lycée / Taxe d'apprentissage	103 679	72 012	12 928	18 739
Cuves à eau pluie et potable DEPARTEMENT 2020	57 388	15 782	5 739	35 868
Mobiliers de bureau / Département 2021	9 244	4 140	4 411	693
Mobiliers de bureau / Département 2022	9 101	190	3 034	5 877
Mobiliers de bureau / Département 2023	9 808		382	9 426
Total	189 220	92 124	26 493	70 603

3.2.4 Le résultat de l'exercice

Il se compose de :

Le résultat définitivement acquis à l'organisme s'élève à 600 790 euros.

3.2.5 Réserve pour projet associatif

Le « projet associatif/de la fondation » est constituée des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'association ou de la fondation pour réaliser l'objet social

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Intitulé des projets	Montant début exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement : transfert vers le compte 1027)	Montant fin exercice
Projet 1 investissements	1 225 148				1 225 148
Projet 2					

3.2.6 Autres Réserves

Autres Réserves	Montant début exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement : transfert vers le compte 1027)	Montant fin exercice
Réserves de trésoreries	1 563 033				1 563 033

3.3 Provisions, autres passifs

3.3.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	102,775	8 439	9 035	102,179
TOTAL	102,775	8 439	9 035	102,179

3.3.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques d'emploi				
Autres provisions pour risques				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour grosses réparations	34,705			34,705
Autres provisions pour charges	68,070	8 439-	9 035-	67,474
TOTAL	102,775	8 439-	9 035-	102,179

3.3.1.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	67,474		67,474
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

Selon la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Le salaire en fin de carrière
- Les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisé sur l'ancienneté.
- La quotité des droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective.
- Le départ volontaire à l'initiative du salarié.
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Le taux de rotation du personnel : 1 %.
- Le taux moyen d'augmentation des salaires : 2.5%.
- Taux d'actualisation retenu : 3.50%
- Taux moyen des charges social annuel : 37 %.

3.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	33,996	33,996	
	Autres	28,712	28,712	
Charges constatées d'avance		69,337	69,337	
TOTAL		132 045	132 045-	
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	640,051	162,147	477,904	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		6,720	6,720		
Fournisseurs et comptes rattachés		99,787	99,787		
Dettes fiscales et sociales		69,348	69,348		
Dettes sur Immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		284,803	284,803		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		1,100,709-	622,805-	477,904-	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice			158,190		
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					

3.5 Compte de résultat

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	-	-	-	-
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
- Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-	-	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	52 065-		51 199-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 622 992-		1 383 512-	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1,551,347		1,368,949	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	9,856-	-	41 835-	-
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-	-	-
TOTAL	3,236 260		2 844 495-	
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2,620,444	-	2,438,572	-
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	14,321	-	8,004	-
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	705		905	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
TOTAL	2,635,470		2,447,481	
EXCEDENT OU DEFICIT	600 790		397 014	

3.5.1 Compte de résultat par origine et destination

3.5.2 Compte de Actions réalisées par l'organisme

Les actions réalisées par l'organismes pour 31 180 euros représentent des activités dans le cadre de la politique de cohésion économique, social et territoriale dont la vocation est de lutter contre la pauvreté, pour promouvoir l'éducation et l'apprentissage.

3.5.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	10,000	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	10,000	

4 Informations relatives à la fiscalité

4.1.1 Ventilation de l'origine de l'IS

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	601 495-	
Impôts : VMP - au taux de 24% sur 2,938€	705-	
- sur Intérêts DAT		
Résultat après impôts	600 790-	

4.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	7	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	14	
Ouvriers		
TOTAL	21	

Contributions volontaires en nature (CVN)

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été déterminées et ne sont pas comptabilisées parce que jugé non significatif pour l'association. Il s'agit de membres d'honneur de diverses associations

